

Le commandant Moussa, un héros national méconnu

Par LAHOUARI ADDI *

Suite et fin

En Tunisie, Boumediène fait encore appel à lui pour réorganiser les services de la logistique à la frontière sud où étaient stationnées des unités de l'ALN et d'où partaient les moyens financiers et matériels vers les wilayates de l'intérieur. Moussa s'acquitta de sa tâche avec brio, surtout que l'approvisionnement des maquis se faisait anarchiquement et qu'il devenait impératif d'y mettre de l'ordre. En juillet 1996, les relations entre le GPRA et l'Etat-Major allaient connaître une très grave crise. Le prétexte était la remise au gouvernement tunisien, qui l'exigeait, d'un pilote français dont l'avion avait été abattu par la DCA de l'ALN. Marquant leur désaccord avec cette décision, les membres de l'Etat-Major, avec à leur tête Boumediène, démissionnent. Le président du GPRA, Benyoucef Benkhedda, demande au commandant Moussa d'assurer l'intérim du commandement de l'ALN. Cet événement a beaucoup marqué Moussa qui avait accepté la charge par conviction républicaine et non par amour du poste. Il avait désavoué le geste de Boumediène qui, en militaire, aurait dû accepter la décision du gouvernement. Pour Moussa, le politique prime sur le militaire et il appartient aux officiers de faire respecter ce principe. Le GPRA était l'instance politique légitime et l'appareil militaire se devait de lui obéir. Quelques semaines plus tard, Boumediène revient sur sa décision et Moussa est «lâché» par le GPRA qui entérine le retour du démissionnaire comme si rien ne s'était passé. «J'ai demandé au GPRA un ordre écrit pour faire arrêter Boumediène pour désertion et insubordination, mais l'ordre n'est jamais arrivé. Même les ministres-colonels du GPRA comme Krim Belkacem, Boussof et Bentobbal semblaient craindre Boumediène». Moussa garde de cet épisode un souvenir amer sur le courage des uns et la lâcheté des autres. Sachant ce qui l'attendait s'il restait en Tunisie, il quitta ce pays pour entrer dans la clandestinité au Maroc, poursuivi par les agents de Boumediène qui voulait lui faire payer ce qu'il considérait comme une trahison. «C'est cet événement, survenu moins d'un an avant l'indépendance, qui avait ouvert à Boumediène la voie vers le pouvoir en 1962. C'était à ce moment que la lâcheté des membres du GPRA avait laissé encore une fois le militaire primer sur le politique, et les responsables sont Krim Belkacem, Boussof et Bentobbal. La suite, nous la connaissons», dit-il.

En été 1962, Moussa rentre en Algérie clandestinement et tente de s'opposer à la prise du pouvoir par Ben Bella et Boumediène et rejoint Boudiaf et Aït Ahmed. Il plante des maquis FFS



dans l'Ouest du pays mais il est arrêté en 1963 et condamné à mort. Gracié par Boumediène en 1965, il se retire de la vie politique pour se consacrer à sa famille. Ses enfants deviendront médecin, ingénieur, malheureusement, dira-t-il, établis à l'étranger. En 1967, Boumediène lui propose le poste de ministre du commerce qu'il refuse, lui faisant savoir que le socialisme bureaucratique est une voie sans issue et qu'il est une source de corruption.

Comment se fait-il que ce maquisard qui combine le nationalisme guerrier de Amirouche et la culture politique de Ferhat Abbas n'ait pas été promu au grade de colonel? En politicien averti, Boumediène ne l'a pas désigné comme chef de la Wilaya V quand il a quitté le Maroc pour la Tunisie. Pour continuer à contrôler la Wilaya V, il lui a préféré le colonel Othmane, officier des maquis respectable mais à la personnalité effacée. L'immense Wilaya V - allant de Oued Rhiou à Tindouf - n'a donné à l'ALN que deux colonels originaires de l'Ouest, Lotfi et Othmane. La raison est que le commandement étant à l'extérieur, ses chefs ne risquaient pas de tomber au champ d'honneur et se faire remplacer par leurs adjoints comme cela se passait dans les autres Wilayates du pays. En s'éternisant comme chef de la Wilaya V, Boumediène a empêché les officiers supérieurs de l'Ouest d'accéder au grade de colonel.

Par ailleurs, Moussa regrette que Hamou Boutlélis, le Ben Boulaïd de l'Ouest, n'ait pas été désigné comme membre du premier CNRA, ce qui aurait empêché son assassinat à sa sortie de prison en 1958 par la 'main rouge'. L'arrestation de Hamou Boutlélis en 1950 et l'absence de colonels originaires de l'Oranie ont créé un déséquilibre régional au détriment de l'Ouest. Mais pour Moussa, le déséquilibre régional né de la révolution allait se résorber avec le temps. Ce qui était plus grave à ses yeux, c'est que le pays avait raté son entrée dans la modernité en 1962. «L'Algérie n'aurait pas dû opter pour le régime du parti unique et pour le socialisme qui n'était qu'un subterfuge de l'armée pour gouverner». Imprégné de cultu-

re démocratique, Moussa souhaitait que l'Algérie tirât profit de son expérience coloniale pour construire la modernité politique que la France avait refusée aux Algériens, en empruntant à l'ancien colonisateur le modèle du multipartisme, de la liberté de la presse, de l'autonomie de la justice et du pluralisme syndical. «Au lieu de cela, en 1962, nous prenions le chemin de l'Egypte qui vivait une dictature populiste», dit-il désabusé.

Je lui ai demandé un jour quel bilan fait-il de sa vie de militant nationaliste. «Certains diront que ma génération a remporté une victoire en arrachant l'indépendance. Pour moi, nous avons échoué car l'indépendance n'était qu'une étape. Je ne jette pas la pierre à l'un ou à l'autre. Nous avons échoué pour deux raisons. D'abord en tant qu'êtres humains, nous avons été faibles et fascinés par le pouvoir. Boumediène avait succombé à l'exercice du pouvoir confondant l'Etat avec l'administration. Il n'avait aucune idée de ce qu'est un Etat de droit.

«Aujourd'hui, nous avons un Etat aussi contestable soit-il. La lutte pour faire reculer l'injustice, la corruption et l'incompétence est toujours possible légalement et sans recours à la violence».

Pour lui, la séparation des pouvoirs de Montesquieu est une idée réactionnaire destinée à affaiblir le pouvoir révolutionnaire. Ensuite, notre société dans les années 1960 n'avait pas de ressources idéologiques à mettre à la disposition de ceux qui s'opposaient comme moi au régime du parti unique. Ben Bella et Boumediène ont pris le pouvoir en ayant un discours démagogique et en caressant dans le sens du poil». Il m'arrive souvent de réfléchir à ces paroles, me demandant ce que serait devenue l'Algérie si Moussa avait été confirmé comme chef d'Etat-Major en 1961 et s'il avait arrêté le colonel Boumediène comme il le souhaitait. Probablement que la légalité institutionnelle aurait été respectée et la crise de l'été 1962 évitée. Peut-être. Mais on ne juge pas les acteurs de l'histoire comme dans un tribunal pénal. Après tout, en 1962,

Boumediène a été l'homme de l'unité nationale.

Quand je rendais visite à Moussa, je commençais par lui demander des nouvelles de sa santé. Il répondait : «Je souffre, j'ai mal partout. Si ce n'était notre religion qui l'interdit, je me serais suicidé. Mais mon corps n'est pas le centre du monde. Comment vont les choses à l'extérieur? Qu'y a-t-il de neuf?». Je reviens à la charge sur ses souffrances en lui demandant s'il avait pris les médicaments nécessaires: «Je les ai pris. Les amis médecins et ma famille sont à ma disposition H24. Mais il faut croire que c'est une punition divine. Durant la guerre de libération, nous avons été durs, très durs avec tous ceux qui avaient une conviction nationaliste tiède. Que Dieu nous pardonne». Moussa est incapable de parler de lui-même plus de cinq minutes. Il fait de suite dévier la discussion sur des sujets généraux.

Un après-midi de juillet 1992, il reçut une délégation d'anciens moudjahidines de la région d'Aflou, venus lui demander son conseil concernant les événements que vivait le pays. Devaient-ils prendre les armes pour se mettre aux côtés des islamistes? Moussa leur répondit que quelles soient les faillances de ce régime, il ne faut pas prendre les armes. «La seule fois où c'est légitime de le faire, c'est face à une occupation étrangère. Entre nous, il faut toujours éviter de faire couler le sang». Pour le provoquer et le faire parler sur ce sujet, je lui fais remarquer qu'il avait pris les armes en 1962-63 pour combattre le régime de Ben Bella-Boumediène. «C'était différent, répondit-il. A l'époque, c'était une lutte entre des courants de l'ALN pour imposer un projet politique. J'ai perdu et j'ai reconnu ma défaite. Aujourd'hui, nous avons un Etat aussi contestable soit-il. La lutte pour faire reculer l'injustice, la corruption et l'incompétence est toujours possible légalement et sans recours à la violence».

En janvier 1992, il a été favorable à l'annulation des élections remportées par le FIS car il se méfiait des mouvements de foule. «L'Algérie doit construire l'Etat de droit et sortir de l'ère de la démagogie populiste». Pour lui, le FIS était en 1991 un mouvement plébien porteur d'une revanche sociale. Or il fallait à l'Algérie une transition pacifique. «Il fallait aider l'armée à cesser d'être un pilier du régime pour devenir, avec l'administration, un pilier de l'Etat», disait-il.

Moussa n'est plus aujourd'hui, laissant un souvenir impérissable chez ceux qui l'ont connu, mais aussi le sentiment que l'Algérie est pleine de potentialités qu'elle marginalise pour emprunter des voies sans issue.

* Professeur de sociologie Institut d'Etudes Politiques de Lyon

DÉCÉDÉ LE 24 AVRIL 1974 À ORAN

Le Dr Bensmaïne, cet oublié

Né le 31 juillet 1915 à Mostaganem, il est orphelin à l'âge de 8 ans. Grâce à l'aide de son grand-père, un oncle paternel et surtout sa ténacité, il va poursuivre brillamment ses études secondaires malgré les embûches pour vivre.

Ce départ pour la France en 1938 qui, à l'époque, était une véritable expédition pour un «indigène», n'était pas fortuit et s'explique avant tout par ses engagements politiques nationalistes très précoces.

En effet, très jeune, Boumediène Bensmaïne milite au sein de l'Etoile nord-africaine. A ce titre, il est fiché par les services de renseignements coloniaux. D'ailleurs, en 1936, il assiste à la réunion de la fédération de l'Etoile nord-africaine de l'Oranie qui se tient clandestinement à Tlemcen (témoignage de M. Guenanèche, historien et participant à la réunion). C'était un des rares intellectuels présents à cette réunion.

Dès son arrivée en France, tant à Marseille qu'à Paris, il reprend ses activités politiques au sein du PPA nouvellement créé. C'était un partisan de Messali Hadj. Il diffuse tracts et journaux nationalistes, sensibilise les étudiants sur les problèmes nationaux et les exhorte à ne pas s'éloigner de leur frères émigrés.

En 1945, juste après l'obtention de son diplôme de doctorat en médecine, il est arrêté pour diffusion de tracts du PPA puis incarcéré à Paris à la Prison de la Santé, après avoir été inculpé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

Il ne sera libéré qu'à la fin de 1946 dans le cadre de l'amnistie votée par l'Assemblée nationale française. Après sa libération, il retourne au pays et ouvre un cabinet médical à Mostaganem, sa ville natale. Il partage son temps entre l'exercice de la médecine et le travail politique.

En 1948, il est élu sur la liste MTLD du 2ème collège, aux élections municipales de Mostaganem, et sera le défenseur acharné de ses concitoyens au sein du conseil municipal. En 1949, en raison de ses activités politiques multiformes, l'administration coloniale l'éloigne de Mostaganem, l'obligeant à transférer son cabinet médical à Oran. C'était un militant actif au MTLD très connu sur le plan national.

Après le 1er Novembre 1954, il se met à la disposition du FLN/ALN, et soigne clandestinement djounoud et fidaïs dans sa clinique. En 1956, il rejoint les rangs de l'ALN, au Maroc, en qualité de médecin. En 1958, il est le fondateur du Croissant-Rouge Algérien, dont il est le secrétaire général, et s'occupe du rapatriement des blessés de guerre vers les pays de l'Est (Bulgarie, URSS, RDA).

De 1960 à 1962, il assume pour le compte du



GPRA des fonctions diplomatiques au Maroc. Notamment avec le général Pastor, un militaire communiste espagnol, sympathisant de la cause algérienne, en récupérant les «surplus américains» des bases en Espagne, pour les acheminer à Nador (Maroc) pour l'ALN.

Après l'indépendance, démobilisé de l'ALN, il ouvre son cabinet médical et continue son combat en soignant gratuitement les plus déshérités, tout en étant présent dans des actions culturelles ou de bienfaisance, notamment la zaouïa de Si Hadj Mohamed Belkebir à Adrar. Il meurt prématurément à Oran le 25/04/74 à l'âge de 59 ans, épuisé par 38 années de militantisme au service de l'Algérie et des Algériens.

Cet homme, d'un dévouement hors du commun, a également été un grand humaniste, amateur de livres. C'est pourquoi, chaque fois qu'il voyageait à l'étranger, il n'hésitait pas à acheter les manuscrits arabes d'origine algérienne pour enrichir le patrimoine culturel national. C'est aussi un mécène qui aidait matériellement tous ceux qui venaient à sa rencontre. C'est ainsi qu'en 1972, il aida dix étudiants guinéens de Conakry à imprimer à ses frais leurs thèses de doctorat en médecine. Il l'avait fait également pour des étudiants algériens aux conditions modestes.

La même année, à l'occasion du séminaire de la pensée islamique qui se tenait à Oran, il invita chez lui tous les conférenciers, participants, étrangers et nationaux en présence du regretté ministre des Affaires religieuses, M. Kassim Naït Belkacem.

Très jeune, à l'âge de 16 ans, il fréquentait les zaouïas Alaouia à Tlemcen et Mostaganem.

Le docteur Bensmaïne, militant de la cause nationale, reste encore méconnu. Auparavant, dans les nombreux livres sur le mouvement national ou la guerre de libération, seul Si Aït Ahmed Hocine, dans son ouvrage «Mémoire d'un combattant», l'avait cité comme étant d'un grand courage politique.

Que dire de cet homme qui a tout sacrifié pour la révolution, alors qu'il jouissait à l'époque d'une situation brillante: cabinet médical, clinique privée... Il n'avait besoin de rien, il a tout donné pour la nation et n'a jamais rien réclamé en contrepartie.